

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 4-8 juin 2007

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2007/9-B/4
18 mai 2007
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT KENYA 10258.2

Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais

Nombre de bénéficiaires	337 000
Durée du projet	24 mois (1er octobre 2007-30 septembre 2009)
Quantité de produits alimentaires	148 500 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	50,7 millions
Coût total pour le PAM	108,2 millions

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice régionale, ODK:	Mme S. Rico	Susana.Rico@wfp.org
Attaché de liaison, ODK:	M. K. Sato	tél.: 066513-2383

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



RESUME

Au Kenya, la majorité des réfugiés vit dans les camps de Dadaab et Kakuma depuis 1991. Ces camps se situent dans des régions reculées et arides, à faible potentiel agricole. La politique de maintien dans les camps adoptée par le Gouvernement empêche les réfugiés de s'impliquer dans les activités économiques qui se déroulent à l'extérieur des camps. Ils ne peuvent donc compter que sur une aide extérieure pour survivre, et pendant toute la durée du projet, ils continueront probablement de dépendre de la distribution d'une ration générale complète.

La présente intervention s'articule autour des recommandations formulées par la mission d'évaluation conjointe de 2006 et la mission nutritionnelle conduite en 2005 par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le PAM; ces recommandations demandaient au PAM de fournir des céréales usinées culturellement acceptables, et d'abaisser avec l'aide de ses partenaires un taux de malnutrition aiguë globale anormalement élevé, puisqu'il excède le seuil d'urgence fixé à 15 pour cent par l'Organisation mondiale de la santé.

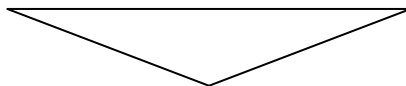
Les objectifs de l'élargissement proposé de l'intervention suivent les objectifs stratégiques 1 à 4 et les objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 4, 5, 6 et 7. Dans le cadre de la composante secours, les réfugiés recevront des rations alimentaires tous les 15 jours dans le cadre de distributions générales. Des activités Vivres pour la création d'actifs permettront aux ménages exposés à l'insécurité alimentaire au sein des communautés d'accueil de créer des actifs communautaires qui amélioreront l'accès à l'eau, à la nourriture et aux marchés, et apaiseront de ce fait les tensions avec les réfugiés.

Le PAM continuera de mettre en œuvre des programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique au profit des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrant de malnutrition, et des réfugiés vulnérables en général.

Pour combler l'écart de scolarisation entre les filles et les garçons, le PAM fournira une ration de sucre à emporter aux filles qui fréquentent 80 pour cent des cours par mois; par ailleurs, du lait écrémé en poudre sera fourni pour renforcer la valeur nutritionnelle de la bouillie maïs-soja distribuée aux élèves.

Pour la majorité des réfugiés vivant au Kenya, toute solution durable passe par une stabilisation de la situation politique et le développement économique de leur pays d'origine, ce qui permettrait d'accélérer les rapatriements. Au vu des rapatriements volontaires en cours parmi les réfugiés soudanais de Kakuma, on estime que 20 000 d'entre eux devraient regagner leurs foyers au cours des deux prochaines années. Toutefois, étant donné l'insécurité qui règne en Somalie, aucun rapatriement n'est prévu à l'heure actuelle; au contraire, il faut s'attendre à un afflux important de nouveaux demandeurs d'asile à Dadaab. Faute d'une solution politique en Somalie, et étant donné le nombre très limité de pays tiers donnant asile aux réfugiés, le PAM demeure résolu à venir en aide à la population de réfugiés au Kenya.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'IPSR Kenya 10258.2 "Aide alimentaire en faveur des réfugiés somaliens et soudanais" (WFP/EB.A/2007/9-B/4).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.A/2007/15) publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION ET SCENARIO

Contexte

1. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) classe le Kenya parmi les pays à faible développement humain: l'espérance de vie y est en moyenne de 47,5 ans, le taux d'alphabétisation des adultes de 73,6 pour cent et le produit intérieur brut (PIB) de 481 dollars É.-U. par habitant¹. Malgré cela, le Kenya accueille un grand nombre de réfugiés; des troubles civils dans les pays voisins ayant entraîné des afflux récurrents de réfugiés; en décembre 2006, les camps kényans abritaient 260 000 réfugiés suite à un afflux en provenance de Somalie durant la seconde moitié de l'année.
2. Les espoirs de stabilisation de la situation en Somalie fondés sur l'établissement du Gouvernement fédéral de transition en août 2004 ne se sont pas encore concrétisés. En décembre 2006, le Gouvernement fédéral de transition et l'Union des tribunaux islamiques se sont affrontés pour prendre le contrôle du pays après un bras de fer de six mois. Des sécheresses et des crues éclair ont gravement touché le pays en 2006. Aucun rapatriement de grande envergure n'est prévu dans un proche avenir et il y a fort à craindre que le Kenya ne subisse un déferlement constant de demandeurs d'asile, car les conditions de sécurité se dégradent en Somalie. Étant donné le nombre très restreint de pays qui donnent asile aux réfugiés, aucune autre solution durable ne se dessine.
3. En janvier 2005, le Gouvernement du Soudan et le Mouvement de libération du peuple soudanais ont conclu un accord de paix global mettant fin à 20 années de conflit. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a commencé en décembre 2005 à procéder au rapatriement de réfugiés soudanais volontaires, mais le processus a duré plus longtemps que prévu, notamment en raison du manque de vivres, d'établissements scolaires et de centres de soins au sud du Soudan. Fin 2006, seuls 1 940 réfugiés avaient été rapatriés, sur les 10 000 prévus initialement. Pendant la même période, malgré les efforts déployés par le HCR pour réduire le facteur d'attraction vers Kakuma des populations du sud du Soudan, le camp a reçu 4 200 nouveaux arrivants en provenance de cette région²; les réfugiés ont continué d'affluer au début de l'année 2007. Le HCR entend soutenir le rapatriement volontaire de 10 000 réfugiés sur 86 000 vers le Soudan en 2007 et prévoit dans la même année un niveau similaire de rapatriements spontanés et assistés. Des retours de même ampleur devraient se produire en 2008 et 2009, sous réserve que les donateurs apportent un soutien adéquat pour financer ces retours et développer les infrastructures soudanaises.
4. Les districts du Turkana et du Garissa, qui accueillent les réfugiés, comptent parmi les plus pauvres du pays. Dans le Turkana, qui se situe à la frontière du Soudan et accueille les réfugiés du camp de Kakuma, 59 pour cent des personnes n'ont pas accès à une eau potable salubre³ et 75 pour cent ne bénéficient pas de services de santé de base⁴. Le taux de

¹ Rapport sur le développement humain de 2006 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); la valeur de l'indicateur du développement humain du Kenya est 0,491.

² En 2006, le HCR a fermé le camp de transit de Lokichogio, l'école normale de Kakuma et plusieurs écoles primaires. Les nouveaux arrivants en provenance du Soudan ont été hébergés en logements collectifs uniquement et n'ont pas été autorisés à s'inscrire à l'école. D'autres restrictions/fermetures sont imposées en 2007.

³ PNUD. 2005. *Quatrième rapport sur le développement humain au Kenya*. Nairobi. La moyenne nationale est de 40 pour cent.

⁴ Ibid. La moyenne nationale est de 59 pour cent.



malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans s'élève à 21 pour cent⁵. Les camps de Dadaab se situent dans le district du Garissa, à la frontière avec la Somalie, où 33 pour cent des réfugiés n'ont pas accès à une eau potable salubre et 87 pour cent ne peuvent bénéficier de services de santé de base; 19 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale⁶ et les taux de malnutrition aiguë globale dépassent le seuil d'urgence défini par l'OMS.

5. Le Garissa et le Turkana, qui ont souffert de la sécheresse en 2006 et des inondations qui lui ont succédé, ont été retenus comme zones prioritaires au titre de l'opération d'urgence du Kenya.
6. En décembre 2006, 90 000 réfugiés vivaient à Kakuma et 170 000 à Dadaab; 65 pour cent d'entre eux sont Somaliens, les autres étant Soudanais pour la plupart⁷. À Kakuma, 41 pour cent des réfugiés sont des femmes⁸; à Dadaab, la proportion atteint 49 pour cent. Bien que la bouillie distribuée en milieu de matinée ait accru la scolarisation féminine, les établissements scolaires continuent d'enregistrer une grande disparité pour des raisons culturelles⁹.

Sécurité alimentaire et situation nutritionnelle

7. Les possibilités pour les réfugiés d'évoluer vers l'autosuffisance demeurent quasiment nulles. La politique gouvernementale restreint leur accès aux activités économiques ou agricoles, puisqu'elle leur interdit de travailler à l'extérieur des camps. Certains réfugiés peuvent pratiquer des activités génératrices de revenus dans les camps, mais ces projets ne dégagent que très peu de revenus.
8. En 2006, le taux de malnutrition aiguë globale était de 15,9 pour cent à Kakuma¹⁰ et de 22,2 pour cent à Dadaab¹¹. Les chiffres ont baissé par rapport à 2005¹², mais ils restent supérieurs au seuil d'urgence de l'OMS fixé à 15 pour cent, bien que le PAM ait satisfait en moyenne 94 pour cent des besoins des réfugiés en kilocalories depuis 2003, par le biais de distributions bimensuelles.
9. Chez les femmes enceintes et les mères allaitantes, le taux d'anémie reste supérieur au seuil critique défini par l'OMS, soit 40 pour cent; les niveaux peuvent dépasser 70 pour cent¹³; ceci entraîne pour les bébés une insuffisance pondérale à la naissance et accroît le risque de mortalité maternelle. L'anémie constitue également un problème majeur chez les enfants: la prévalence, qui atteignait 86,2 pour cent en 2005, est tombée à 78 pour cent en 2006. Malgré les efforts déployés par les organismes des Nations Unies et les organisations

⁵ Enquête nutritionnelle interinstitutions. 2006. OXFAM, Christian Children's Fund, World Vision.

⁶ PNUD. 2005. *Quatrième rapport sur le développement humain au Kenya*.

⁷ HCR, 2006.

⁸ Cet écart entre les sexes vient du fait que les premières années, la plupart des jeunes Soudanais ont rejoint le camp seuls, en quête de formation et pour se soustraire à la conscription.

⁹ Le taux brut de scolarisation dans les écoles primaires assistées par le PAM est de 123 pour cent pour les garçons et de 64 pour cent pour les filles. Dans le cas des garçons, ce chiffre s'explique par le fait qu'un grand nombre d'élèves inscrits dans les écoles primaires dépassent l'âge généralement requis, car ils n'ont pas bénéficié d'un enseignement de niveau primaire dans leur propre pays.

¹⁰ Comité international de secours. 2006. Enquête nutritionnelle, Kakuma.

¹¹ Office allemand de coopération technique (GTZ). 2006. Enquête nutritionnelle, Dadaab.

¹² 19,6 pour cent à Kakuma (Comité international de secours, 2005) et 26,3 pour cent à Dadaab (GTZ, 2005).

¹³ Enquêtes nutritionnelles du Comité international de secours et du GTZ, 2006.



non gouvernementales (ONG), le Gouvernement a refusé d'approuver l'emploi de sel à double teneur en fer dans les camps de réfugiés.

Évaluations récentes

10. La mission d'évaluation conjointe PAM/HCR de 2006 et la mission nutritionnelle conjointe HCR/PAM de 2005 ont relevé que la nourriture constitue la principale source de revenus des réfugiés qui ne reçoivent pas une assistance suffisante; la situation s'est aggravée du fait d'une compression budgétaire de 20 pour cent opérée par le HCR en 2006. Les deux évaluations ont conclu que le mauvais état nutritionnel constaté dans les camps était dû d'une part au fait que les réfugiés vendaient l'aide alimentaire reçue pour acheter des produits non alimentaires et payer la mouture des céréales et d'autre part à une forte morbidité, notamment due au paludisme, à des mauvaises pratiques de sevrage et à la faible couverture des programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique.
11. La mission d'évaluation conjointe a recommandé que le PAM distribue des céréales usinées culturellement acceptables plutôt que des céréales en grains et que le HCR recherche une solution de financement pour fournir des aliments et des articles non alimentaires de complément, tels que le bois de chauffe¹⁴. Pour pallier la faible couverture des programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique, les équipes d'évaluation ont demandé au PAM de fournir des denrées alimentaires aux soignants des centres d'alimentation thérapeutique et des hôpitaux, et de distribuer un mélange maïs-soja additionné de 10 pour cent de sucre dans le cadre du programme d'alimentation sélective, en prévoyant une formation supplémentaire sur sa valeur nutritionnelle. Les ONG à vocation sanitaire, financées par le HCR, devraient renforcer leurs programmes de sensibilisation des communautés et adopter une approche thérapeutique communautaire¹⁵.

POLITIQUES, CAPACITES ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

12. Au Kenya, la coordination gouvernementale, auparavant gérée par le Ministère de l'intérieur et du patrimoine national, incombe désormais au Ministère de l'immigration et de l'enregistrement des personnes, qui assure la liaison avec le Bureau du Président et le Ministère de la sécurité intérieure pour les questions de politique générale et de sécurité. Une nouvelle loi sur les réfugiés devrait bientôt être promulguée par ce Ministère, qui contribue à renforcer l'engagement du Gouvernement envers les réfugiés; cependant, il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle assouplisse la politique stricte de maintien dans les camps, qui empêche les réfugiés de participer à des activités agricoles ou économiques à l'extérieur des camps.

¹⁴ Le manque de bois de chauffe constitue un grave problème de protection: les femmes réfugiées qui ramassent du bois à l'extérieur des camps sont parfois victimes de viols.

¹⁵ En février 2007, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Action contre la faim et GTZ ont lancé un système thérapeutique communautaire pilote à Dadaab.



Politiques, capacités et actions des autres intervenants

13. Principal partenaire du PAM dans l'intervention en faveur des réfugiés, le HCR se charge avant tout d'enregistrer et de protéger les réfugiés. Suite à une compression de 20 pour cent de son budget global en 2006, la capacité du HCR a subi des restrictions sur le plan des services et des articles non alimentaires¹⁶. La Fédération luthérienne mondiale et la *Cooperative for Assistance and Relief Everywhere* (CARE) sont les principaux partenaires d'exécution du PAM responsables de la distribution des vivres aux points de distribution finale (PDF). GTZ et le Comité international de secours assurent les services de santé et la distribution de l'aide alimentaire du PAM pour les programmes d'alimentation sélective. À la fin de l'année 2006, très peu d'ONG intervenaient dans les camps, en particulier à Dadaab; le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'est associé à l'intervention depuis l'afflux massif des réfugiés somaliens.

Coordination

14. Des réunions mensuelles de coordination de l'aide alimentaire, auxquelles participent le PAM, le HCR, les partenaires opérationnels et les donateurs se tiennent à Nairobi. Pour faire face au manque d'articles non alimentaires, de services et d'aliments complémentaires, le PAM, le HCR et l'UNICEF établissent des propositions conjointes et lancent des appels aux donateurs. À l'échelle des camps, les représentants du PAM, du HCR, des partenaires opérationnels et des réfugiés mettent en commun les renseignements dont ils disposent sur les disponibilités alimentaires et la distribution des rations; dans le cadre de réunions précédant et suivant la distribution, et de réunions mensuelles de coordination de l'aide alimentaire, ils s'occupent également d'autres questions ayant trait à l'aide alimentaire.

OBJECTIFS DE L'AIDE DU PAM

15. Les objectifs de l'aide du PAM en faveur des réfugiés au Kenya sont les suivants:
- répondre aux besoins nutritionnels minimaux des réfugiés par le biais de distributions générales de vivres (Objectif stratégique 1);
 - améliorer la sécurité alimentaire des ménages par le biais de la création d'actifs pour les communautés d'accueil (Objectif stratégique 2);
 - réduire le niveau de malnutrition chez les enfants réfugiés de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, ainsi que les patients atteints par le VIH/sida et la tuberculose, dans le cadre de programmes d'alimentation sélective (Objectif stratégique 3); et
 - augmenter les taux d'inscription et de fréquentation scolaires et réduire l'inégalité entre les sexes dans les écoles des camps (Objectif stratégique 4).

¹⁶ Sur les 56 millions de dollars requis pour 2006 par le bureau du HCR au Kenya, seuls 22,5 millions lui ont été alloués.

STRATEGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'aide apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

16. Le PAM vient en aide aux réfugiés vivant dans les camps depuis 1991; depuis le début de l'intervention et jusqu'en septembre 2007, le PAM aura fourni 815 000 tonnes de produits alimentaires, représentant un coût de 412 millions de dollars.
17. Dans la phase actuelle de l'intervention, le PAM a recours aux distributions générales pour fournir des vivres à 260 000 réfugiés et parmi eux, 12 000 sur les 14 000 ciblés initialement ont bénéficié d'une aide complémentaire dans le cadre de programmes d'alimentation sélective; 53 000 enfants réfugiés sur les 60 000 ciblés ont reçu des repas scolaires. À Kakuma, le projet Vivres pour la création d'actifs (VCA) a apporté une aide à 20 000 personnes appartenant à la communauté d'accueil, contre un objectif initial de 26 000. À ce jour, le taux de malnutrition aiguë globale a diminué dans les deux camps, mais il dépasse toujours le seuil d'urgence de l'OMS défini à 15 pour cent — 15,9 pour cent à Kakuma et 22,2 pour cent à Dadaab.
18. Au cours des deux dernières années, le nombre de ruptures d'approvisionnement est resté limité; le PAM a dû réduire à deux reprises les rations durant huit semaines en raison d'une pénurie de ressources. Lors des inondations survenues fin 2006, qui ont rendu les routes impraticables, le PAM a évité une rupture d'approvisionnement en larguant des vivres sur Dadaab. Les 7,5 millions de dollars avancés par le Compte d'intervention immédiate (CII) du PAM ont contribué à l'approvisionnement en vivres durant la phase en cours¹⁷.
19. Les conclusions de la mission d'évaluation menée conjointement par le PAM et le HCR en septembre 2006 ont confirmé celles d'études antérieures qui estimaient à 90 pour cent la proportion de réfugiés totalement tributaires de l'aide extérieure¹⁸. La plupart du temps, les réfugiés consomment les vivres distribués par le PAM, mais ils les échanget parfois contre des articles non alimentaires ou des produits frais, qui correspondent mieux à leurs habitudes alimentaires; cela diminue la quantité disponible pour les familles et entraîne des déficits vivriers d'une distribution à l'autre. La mission a jugé que la faible couverture du programme d'alimentation thérapeutique s'expliquait en partie par le fait que les soignants ne recevaient pas de vivres.

SCHEMA DE STRATEGIE

20. Dans le cadre de ce projet, l'aide alimentaire sera fournie dans le cadre de distributions effectuées tous les 15 jours, de programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique, et de repas scolaires, afin de réduire les taux élevés de malnutrition. Des activités VCA seront proposées à la communauté d'accueil afin de favoriser son autosuffisance. Toutefois, s'agissant des réfugiés (à l'exception de ceux qui sont rapatriés vers le sud du Soudan), les possibilités d'évoluer vers l'autosuffisance et le redressement sont extrêmement limitées, car la politique gouvernementale impose leur maintien dans les camps. La loi sur les réfugiés étant peu susceptible de remettre cette politique en cause,

¹⁷ Dans le cadre du projet, il a été difficile de renouveler ces fonds, d'où une pénurie des ressources de 6,2 millions de dollars depuis janvier 2007.

¹⁸ Missions d'évaluation conjointes des besoins alimentaires de 1996, 1997, 1999 et 2002; évaluation conjointe HCR/PAM de 1999; et enquête conjointe sur la consommation alimentaire de janvier 2004.



l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) portera principalement sur les secours.

Première activité: Distributions générales de vivres

21. Trois cent sept mille réfugiés recevront tous les 15 jours un assortiment alimentaire complet. Le chiffre de planification tient compte des tendances observées dans les deux camps, notamment des taux de natalité et de mortalité; du rapatriement assisté et organisé par le HCR sur deux ans de 20 000 Soudanais vivant à Kakuma; de plus, il prévoit que le nombre d'arrivants en provenance des pays voisins tombe à 7 000 personnes durant la même période. Compte tenu de l'instabilité persistante en Somalie, 60 000 réfugiés sont attendus d'ici le milieu de l'année 2007; il faudra établir deux camps supplémentaires. Une réserve d'urgence de 10 pour cent est prévue dans l'IPSR pour que le PAM puisse couvrir immédiatement les besoins alimentaires en cas d'afflux soudain de réfugiés, en attendant l'approbation d'une révision budgétaire. Conformément au mémorandum d'accord signé avec le HCR, des exercices de revalidation basés sur le relevé d'empreintes biométriques seront réalisés d'ici à la fin 2007 pour obtenir un recensement précis.

Deuxième activité: Programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique

22. Le programme d'alimentation complémentaire cible 17 000 bénéficiaires, dont 13 000 femmes enceintes et mères allaitantes. Il s'adresse également aux enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition modérée, dont le rapport poids/taille n'atteint que 70 à 80 pour cent du rapport médian. Les femmes enceintes recevront une alimentation complémentaire dès le sixième mois de leur grossesse et pendant les six premiers mois de l'allaitement; 1 500 enfants dont le rapport poids/taille est inférieur à 70 pour cent du rapport médian bénéficieront d'une alimentation thérapeutique. Conformément aux recommandations de la mission d'évaluation conjointe de 2006, le programme d'alimentation complémentaire inclura un mélange maïs-soja additionné de sucre; le programme d'alimentation thérapeutique prévoira de fournir des repas aux soignants, afin qu'ils puissent inciter leurs patients à suivre jusqu'au bout le traitement de 26 jours. Chaque fois qu'un enfant bénéficiera pour la première fois du programme d'alimentation thérapeutique, le PAM fournira une moustiquaire pour prévenir une rechute, le paludisme étant une des causes principales de la malnutrition infantile. Le PAM viendra également en aide à 2 000 personnes touchées par le VIH/sida et la tuberculose.

Troisième activité: Programmes d'alimentation scolaire

23. Les camps comptent 72 000 enfants d'âge scolaire, dont seulement 53 000 fréquentent régulièrement l'école. Le PAM prévoit de porter ce nombre à 66 000 durant les deux ans à venir, sous réserve que des mesures incitatives soient adoptées. Bien que le taux de scolarisation des filles s'accroisse dans les écoles assistées par le PAM, l'écart entre les sexes demeure important. Pour le combler, le PAM prévoit une campagne de sensibilisation: conformément aux recommandations de la mission d'évaluation conjointe, il fournira une ration de sucre à emporter aux 25 000 filles qui assistent à 80 pour cent des cours. Pour réduire les abandons de la sixième à la huitième année d'études, le PAM distribuera à 4 500 filles des moustiquaires, des cuvettes et des calculatrices à titre incitatif à la fin de chaque année scolaire, pour un coût de 240 000 dollars au titre des autres coûts opérationnels directs (autres COD)¹⁹.

¹⁹ Le HCR a déjà fourni d'autres articles élémentaires, tels que des savons et des serviettes de toilette.



Quatrième activité: Potagers à étages pour les réfugiés les plus vulnérables

24. Pour pallier les carences en micronutriments du régime alimentaire des réfugiés, le PAM, le HCR et leurs partenaires²⁰ financeront la création de potagers à étages pour les ménages vulnérables dirigés par des femmes, les personnes handicapées et celles vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose; 30 000 réfugiés ciblés produiront des légumes frais à petite échelle.

Cinquième activité: Vivres pour la création d'actifs dans les communautés d'accueil

25. La création d'actifs dans les communautés d'accueil restera une composante de l'IPSR; elle fournit un emploi temporaire à 5 000 personnes non handicapées et apaise les tensions entre les réfugiés, qui bénéficient d'une aide, et la communauté locale vulnérable. Chaque travailleur participant aux activités VCA recevra une ration alimentaire familiale pour six personnes, ce qui portera à 30 000 le nombre de bénéficiaires dans les communautés d'accueil. Ces activités porteront principalement sur la collecte de l'eau et la construction de bourrelets en courbes de niveau.

26. Ces activités seront mises en œuvre conformément aux Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes de 2003–2007. Pour promouvoir la gestion des vivres par les femmes, l'IPSR les encouragera à prendre elles-mêmes livraison des rations et visera les objectifs suivants:

- répondre aux besoins nutritionnels des femmes enceintes et des mères allaitantes réfugiées et les sensibiliser davantage à ces questions dans le cadre du programme d'alimentation sélective;
- réduire l'écart entre les garçons et les filles et inciter ces dernières à s'inscrire à l'école et à assister aux cours;
- s'assurer que les femmes réfugiées participent activement aux comités de distribution des produits alimentaires; et
- s'assurer que les femmes des communautés d'accueil bénéficient des activités VCA au même titre que les hommes.

27. Les stratégies relatives aux questions de protection continueront d'être renforcées; en particulier, le PAM soutient des campagnes de sensibilisation destinées à prévenir l'exploitation et la violence sexuelles, ainsi que le VIH/sida.

STRATEGIE DE RETRAIT

28. Étant donné l'insécurité qui règne en Somalie, les réfugiés originaires de ce pays ne rentreront pas chez eux prochainement. Les possibilités de réinstallation dans un pays tiers sont presque nulles et le Gouvernement n'entend pas remettre en cause sa politique de maintien dans les camps.

29. En revanche, les améliorations se confirment en matière de sécurité au sud du Soudan et les ressources sont suffisantes; le HCR pourrait donc rapatrier 20 000 Soudanais dans les deux ans à venir; d'autres réfugiés pourraient regagner leur pays spontanément. Le bureau

²⁰ Le PAM fournit des conteneurs vides, des semences et des engrais; les partenaires mobilisent les communautés et assurent des formations.

du PAM au Kenya continuera de fournir une ration de 15 jours aux populations en transit dans le cadre des retours assistés²¹.

30. Dans les camps, le PAM continuera de soutenir les activités de redressement telles que l'enseignement primaire et le développement des compétences, pour préparer le retour et la réintégration éventuels des réfugiés.

BENEFICIAIRES ET CIBLAGE

31. Les prévisions font état d'une part, d'afflux de réfugiés somaliens, et d'autre part, de nouveaux rapatriements vers le sud du Soudan. Une révision budgétaire permettra de prendre en compte ces deux facteurs.
32. Le programme de création d'actifs ciblera 30 000 Kényans dans les communautés d'accueil.

TABLEAU 1. ESTIMATIONS DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES²²

Année	Chiffres de planification: Kakuma			Chiffres de planification: Dadaab			Total		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Réfugiés recensés									
2007–2008	29 000	41 000	70 000	110 000	116 000	226 000	139 000	157 000	296 000
2008–2009	23 000	34 000	57 000	122 000	128 000	250 000	145 000	162 000	307 000
Alimentation complémentaire	2 600	400	3 000	12 400	1 600	14 000	15 000	2 000	17 000
Alimentation thérapeutique	60	140	200	652	648	1 300	712	788	1 500
Rations des soignants du programme d'alimentation thérapeutique	200	0	200	1 300	0	1 300	1 500	0	1 500
Alimentation en milieu hospitalier	200	200	400	750	850	1 600	950	1 050	2 000
Alimentation scolaire ²³	2 300	7 000	9 300	22 700	34 000	56 700	25 000	41 000	66 000
Potagers	4 100	5 900	10 000	9 800	10 200	20 000	13 900	16 100	30 000
VCA pour les communautés d'accueil*	8 500	3 500	12 000	11 000	7 000	18 000	19 500	10 500	30 000

* Trente mille Kényans viendront s'ajouter au nombre de réfugiés bénéficiaires prévus, ce qui portera le total à 337 000 bénéficiaires.

²¹ Le Bureau du PAM au Soudan fournit une ration de trois mois aux réfugiés et aux personnes déplacées qui rentrent chez elles.

²² Janvier 2007.

²³ Le faible nombre d'enfants ciblés par les interventions d'alimentation scolaire à Kakuma correspond à la stratégie du HCR qui vise à restreindre l'aide dans le secteur éducatif pour encourager les rapatriements volontaires en cours.

ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

33. Le tableau 2 donne le détail des rations alimentaires journalières.

TABLEAU 2. RATION ALIMENTAIRE JOURNALIÈRE EN GRAMMES/PERSONNE/JOUR								
Produits alimentaires	Ration générale	Aliment. complém.	Aliment. thérap.	Soignants aliment. thérap.	Aliment. en milieu hospital.	Aliment. scolaire	Ration à emporter (aliment. scolaire)*	VCA (commun. d'accueil)**
Farine de blé	420			420	420			3 000
Légumes secs	60			60	60			500
Huile végétale	25	25	70	25	25			500
Mélange maïs-soja	55		100	55	100	70		
Sel iodé	5			5	5			
Mélange maïs-soja additionné de sucre		270						
Sucre			50***		20		20	
Lait entier en poudre						10		
Compléments alimentaires****	50							
Lait écrémé en poudre****		20						
Lait thérapeutique****			300					

* Correspond à une ration à emporter de 500 grammes par étudiante assistant à au moins 80 pour cent des cours par mois.

** Ration familiale de six personnes pour 12 jours de travail par mois.

*** Étant donné la malnutrition grave constatée dans les camps, il est recommandé de fournir 50 grammes de sucre.

**** Fournis par le HCR, comme recommandé par la mission d'évaluation conjointe de 2006 et conformément au mémorandum d'accord PAM/HCR.

TABLEAU 3. QUANTITÉS TOTALES REQUISES (tonnes)

Produits alimentaires	Ration générale	Alim. compl.	Alim. thér.	alim. thérap. soignants	Alim. milieu hosp.	Alim. scolaire	Rations à emporter pour les filles	VCA	Total partiel	Réserve d'urgence	Total*
Farine de blé	92 329	0	0	459	612	0	0	2 248	95 648	9 691	105 339
Huile végétale	5 496	310	77	27	36	0	0	375	6 321	640	6 961
Légumes secs	13 190	0	0	66	87	0	0	375	13 718	1 390	15 107
Mélange maïs-soja	12 091	0	109	60	146	1 661	0	0	14 067	1 425	15 493
Mélange maïs-soja additionné de sucre	0	3 347	0	0	0	0	0	0	3 347	339	3 686
Lait entier en poudre	0	0	0	0	0	237	0	0	237	24	261
Sel iodé	1 099	0	0	5	7	0	0	0	1 111	113	1 225
Sucre	0	0	55	0	29	0	180	0	264	27	290
Biscuits à haute teneur énergétique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	138	138
Total	124 205	3 657	241	617	917	1 898	180	2 998	134 713	13 787	148 500
Pourcentage	92,2	2,7	0,2	0,5	0,7	1,4	0,1	2,2	100		

* Les totaux ont été arrondis.

34. La ration générale distribuée par le PAM de 565 grammes par personne et par jour constitue la principale source de nourriture des réfugiés. Elle apporte 2 100 kilocalories et 64 grammes de protéines par personne et par jour. Comme recommandé par la mission d'évaluation conjointe de 2006, le PAM s'efforcera de fournir de la farine de blé et d'autres céréales usinées enrichies en vitamines²⁴. Compte tenu de la gravité de la situation nutritionnelle dans les camps, la ration quotidienne d'aliments composés a été portée à 55 grammes par personne et par jour afin que chaque réfugié reçoive chaque jour une bouillie²⁵.
35. Dans le cadre du programme d'alimentation scolaire du PAM, chaque élève assidu aux cours recevra une bouillie d'aliments composés de 70 grammes et 10 grammes de lait en poudre, soit 298 kilocalories et 15,7 grammes de protéines. Les filles qui fréquentent régulièrement l'établissement recevront chaque mois une ration à emporter de 0,5 kilogramme de sucre à titre incitatif.
36. Les programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique continueront de répondre aux besoins nutritionnels des jeunes enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes. La ration à emporter du programme d'alimentation complémentaire apporte 1 250 kilocalories et 45 grammes de protéines par bénéficiaire et par jour; la ration du programme d'alimentation thérapeutique apporte 1 200 kilocalories et 18 grammes de protéines par enfant. Le programme d'alimentation complémentaire comprendra des

²⁴ Les céréales usinées, telles que la farine de blé, sont plus acceptables culturellement et leur cuisson requiert moins de bois de chauffe, ce qui réduit les risques encourus par les femmes qui sortent des camps pour ramasser du bois.

²⁵ Il incombe au HCR de fournir les aliments de complément, les ustensiles de cuisine et le bois de chauffe; à ce jour, les quantités fournies sont insuffisantes.



aliments composés additionnés de sucre, qui ont un meilleur goût, afin d'inciter les patients à mener leur traitement à terme. Outre la ration générale, les personnes atteintes par le VIH/sida ou la tuberculose recevront une ration supplémentaire complétée par 20 grammes de sucre et 100 grammes de mélange maïs-soja, soit 2 100 kilocalories et 74 grammes de protéines.

37. Les participants aux activités VCA recevront 4 kilogrammes de céréales, de légumes secs et d'huile pour chaque journée de travail, c'est-à-dire une ration familiale prévue pour six personnes. Comme ces activités ne représentent pas plus de 12 jours de travail par mois, cette ration représente 1 107 kilocalories et 27 grammes de protéines par personne et par jour, soit environ 50 pour cent des besoins nutritionnels journaliers.

MODALITES D'EXECUTION

38. Le Gouvernement assure la coordination des questions concernant les réfugiés par l'intermédiaire du Ministère de l'immigration et de l'enregistrement des personnes. À Nairobi, ce Ministère transmet au Ministère des finances les demandes d'exonération des droits de douane sur les produits alimentaires et autres articles, pour le compte du PAM. Le Gouvernement assure la sécurité des membres des organisations et des réfugiés, et il participe avec le HCR à l'identification et à la vérification de ces derniers. Pour éviter les ruptures d'approvisionnement durant les saisons de pluies, le PAM collabore avec le Conseil de la voirie du Kenya pour entretenir les routes d'accès aux camps.
39. La Fédération luthérienne mondiale gère le PDF de Kakuma, et CARE celui de Dadaab. Des distributions générales de vivres sont effectuées tous les quinze jours pour éviter les problèmes d'entreposage et réduire les risques de vol; ceci limite également les ventes de nourriture destinées à l'achat de bois de chauffe et d'autres produits. À l'entrée du centre de distribution, les réfugiés doivent présenter une carte en conformité avec les documents de recensement établis par le HCR. Les rations alimentaires familiales sont mesurées avec des récipients doseurs et systématiquement pesées sur des balances numériques aux points de sortie. Les PDF nécessitent d'importantes réparations pour un total de 1,6 million de dollars au titre des coûts d'appui directs: les bâtiments des zones d'attente et les couloirs de distribution des vivres sont en état de délabrement.
40. Avant chaque cycle de distribution, les comités consultatifs pour l'aide alimentaire, constitués de représentants du PAM, du HCR, du partenaire d'exécution et des réfugiés se réunissent dans les deux camps. Ces comités se composent d'au moins 50 pour cent de femmes réfugiées. Au cours de ces réunions, les représentants des réfugiés sont informés de la composition et de la taille de l'assortiment alimentaire et ils font circuler l'information auprès des réfugiés; au niveau des PDF, des affiches représentent également la composition et le nombre de doses accordées par famille.
41. Le PAM a pour politique d'encourager les femmes à prendre elles-mêmes livraison de la ration afin de promouvoir leur gestion des vivres familiaux; les rapports de suivi après distribution du PAM font état de coûts d'opportunité élevés, mais 47 pour cent des rations familiales sont collectées par des femmes. Ils constatent que dans la majorité des cas, ce sont les femmes qui gèrent les vivres dans le ménage.
42. L'Agence GTZ assure les services de santé et la distribution des vivres du PAM à Dadaab au titre des programmes d'alimentation sélective; le Comité international de secours fait de même à Kakuma. Les programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique sont mis en œuvre dans les hôpitaux et les dispensaires. Les activités de sensibilisation des communautés, dont l'objectif est de permettre aux soignants de détecter la malnutrition infantile, représentent une composante importante de ce programme; le



PAM dispense une aide complémentaire aux patients atteints par le VIH/sida et la tuberculose par l'intermédiaire de ces partenaires de santé. Au titre des autres COD, 13 850 dollars ont été alloués à l'achat de moustiquaires destinées aux patients bénéficiant pour la première fois du programme d'alimentation thérapeutique: le paludisme constitue en effet la première cause de malnutrition infantile.

43. Le programme d'alimentation scolaire du PAM continuera d'être exécuté par la Fédération luthérienne mondiale à Kakuma et par CARE à Dadaab, en collaboration avec le HCR. Le PAM continuera de fournir les vivres et de remplacer les ustensiles de cuisine usagés; il incombera au HCR d'assurer l'approvisionnement en eau et en bois de chauffe. Une bouillie enrichie en lait sera distribuée en début de matinée. La fréquentation moyenne est de 20 jours par mois durant neuf mois de l'année. La nourriture est préparée par les parents, qui subissent un examen médical avant de participer.
44. En 2005, le PAM a construit cinq cuisines et magasins d'entreposage à Kakuma; le HCR a financé la construction d'une cuisine et la réparation de trois autres à Dadaab. Compte tenu de l'expansion prévue du camp de Dadaab, le PAM prévoit de bâtir dix cantines scolaires et d'en restaurer cinq autres. Comme le recommande la mission d'évaluation conjointe de 2006, le PAM dotera toutes les écoles de fourneaux économes en combustible, afin de répondre aux pénuries de bois. Les filles recevront une ration de sucre à emporter et en fin d'année, des articles non alimentaires pour les inciter à être assidues en cours; cela devrait permettre de relever les taux de fréquentation scolaire des filles et de diminuer leurs taux d'abandon. Un montant de 489 535 dollars a été inscrit au budget de ces activités, au titre des autres COD et des coûts de produits alimentaires; il couvre également la ration de sucre à emporter.
45. L'aménagement des potagers à étages sera pris en charge par une ONG capable de fournir l'appui technique adéquat, en coopération avec le HCR. Le PAM fournit des sacs et des boîtes de conserve vides pour cultiver les légumes. Au titre des autres COD, 65 625 dollars consacrés aux principaux articles non alimentaires (des outils agricoles aux pesticides ou aux pièges) ont été affectés à cette activité, qui se décrit comme une "méthode innovante et stimulante pour répondre à certains besoins nutritionnels des réfugiés les plus vulnérables"²⁶.
46. Les activités VCA se poursuivront dans les communautés d'accueil des alentours de Kakuma et Dadaab. À Kakuma, la mise en œuvre de ces activités a été confiée au Projet de réhabilitation du Turkana, une organisation communautaire locale, supervisée par le Ministère de l'eau; à Dadaab, le PAM et le Gouvernement ont nommé un partenaire d'exécution. Le PAM continuera de fournir des vivres pour les activités VCA et affectera à un montant de 11 000 dollars en espèces pour les articles non alimentaires au titre des autres COD. Dans le cadre de ce programme, 5 000 ouvriers travailleront 150 jours sur deux ans dans les communautés situées dans un rayon de 25 kilomètres des camps, pour construire des actifs communautaires tels que des prises d'eau et des bourrelets en courbes de niveau.
47. Le PAM entend renforcer les indicateurs mesurant la performance des partenaires coopérants conformément aux directives de l'Approche commune de suivi et d'évaluation (CMEA); des évaluations seront régulièrement effectuées. Le choix des partenaires coopérants est limité, car les camps de réfugiés se trouvent dans des régions reculées. Les

²⁶ Mission nutritionnelle conjointe PAM/HCR de 2005.



ressources de ces partenaires ne leur permettent pas de participer au financement des opérations; le PAM doit donc couvrir la plupart des coûts.

DISPOSITIFS LOGISTIQUES

48. Les produits alimentaires sont importés via le port de Mombasa ou achetés sur place. Le port sert d'entrepôt central, à partir duquel les vivres sont acheminés dans les camps par des transporteurs locaux sous contrat. Dans les camps de Kakuma et de Dadaab, le PAM gère directement les entrepôts; les vivres sont transportés vers les PDF par les camions du PAM et distribués deux fois par mois.
49. Dans un souci d'élargissement de la base des donateurs, les achats locaux payés par des contributions en espèces se développent. Attendu que 30 pour cent des produits seront achetés dans le pays, il est proposé d'adopter plusieurs niveaux de coûts de transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM) pour ce projet, afin de s'adapter aux contributions des donateurs²⁷. Le coût moyen de TTEM, qui est régulièrement examiné, atteint 157 dollars par tonne, contre 144 dollars par tonne dans le cadre de l'IPSR 10258.1. Cette augmentation résulte principalement des facteurs suivants:
- le transfert au PAM de la gestion des PDF par le HCR, conformément au mémorandum d'accord PAM/HCR de 2002 révisé: l'évaluation conjointe PAM/HCR de la gestion des PDF a noté que le coût du transfert s'élevait à au moins 1,4 million de dollars sur deux ans. Suite aux discussions engagées entre les deux organisations en décembre 2006, et compte tenu des recommandations de la mission d'évaluation conjointe, il a été convenu que le Bureau du PAM au Kenya continuerait de gérer les PDF;
 - la réparation ou la réinstallation des PLA délabrés au camp d'Ifo de Dadaab en raison des inondations de 2005 et 2006, estimées à 500 000 dollars;
 - la construction d'un PDF et d'un PLA supplémentaires pour permettre aux camps prochainement mis en place d'accueillir de nouveaux arrivants à Dadaab, estimée à 760 000 dollars;
 - la réfection des routes qui mènent à Dadaab et à Kakuma pour améliorer l'accessibilité durant les saisons de pluies, estimée à 2 millions de dollars pour Dadaab et à 100 000 dollars pour Kakuma.
50. La matrice TTEM, qui sera examinée tous les six mois et ajustée si nécessaire, inclut les coûts relatifs aux dépenses TTEM et à la gestion des PLA et des PDF.
51. Les transporteurs du PAM continueront de recevoir une formation sur la prévention du VIH/sida, au bénéfice de leur santé et de leur bien-être, et pour renforcer la protection des réfugiés et des communautés d'accueil vulnérables.

ACHATS LOCAUX DE PRODUITS ALIMENTAIRES

52. Dans le cadre de l'IPSR 10258.1, les achats locaux et régionaux constituaient 25 pour cent des produits alimentaires distribués; 26 807 tonnes de céréales, 714 tonnes de légumes secs, 797 tonnes d'huile végétale, 2 658 tonnes de mélange maïs-soja, 853 tonnes de sel et

²⁷ Deux coûts différents peuvent être appliqués à une contribution, selon la zone d'achat des produits alimentaires: un coût de TTEM de 122 dollars par tonne s'appliquera aux achats effectués au Kenya; un coût de 170 dollars s'appliquera aux produits alimentaires achetés outremer.



100 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique, représentant un coût de 12 millions de dollars avaient été achetées fin 2006. Si les dons effectués en espèces et les résultats de l'analyse du marché le permettent, le PAM prévoit de porter le pourcentage des achats locaux à au moins 30 pour cent des besoins de la nouvelle phase du projet.

53. Le PAM s'attachera à fournir principalement des céréales usinées, mais prévoit que 30 pour cent des céréales fournies en nature au plan international et des produits alimentaires achetés sur place devront être moulus au Kenya. Il évalue les coûts de transformation des aliments à 1,48 million de dollars au titre des autres COD.
54. Des achats locaux de petites quantités de sucre sont envisagés: le sucre coûte plus cher au Kenya, mais les réglementations afférentes aux importations — qui s'accompagnent de longues formalités de dédouanement — ont entraîné des retards pouvant aller jusqu'à six mois, et donc des pénuries dans les camps.

SUIVI DES RESULTATS

55. Le système de suivi des résultats se présente comme suit:
 - suivi de la distribution alimentaire par le PAM;
 - suivi après distribution effectué tous les mois par le PAM et ses partenaires;
 - rapports mensuels établis par les partenaires;
 - suivi des résultats des partenaires coopérants;
 - suivi des produits par le PAM à l'aide de son Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS);
 - enquêtes annuelles sur la nutrition et mesures trimestrielles de la circonférence du bras effectuées par les partenaires;
 - missions d'évaluation conjointes effectuées tous les deux ans par le HCR et le Gouvernement; et
 - évaluation qui sera réalisée par le Bureau de l'évaluation (OEDE) début 2008, si le programme de travail biennal de l'OEDE pour 2008–2009 le permet.
56. Des directives de suivi et des bases de données normalisées mises en place depuis 2003 servent à formuler des recommandations pour les programmes. Le suivi après distribution s'effectue neuf mois par an; chaque mois, 200 ménages reçoivent une visite. Un rapport fondé sur un échantillon de 600 ménages est préparé et publié trois fois par an. Le suivi après distribution fournit des renseignements sur les modes de consommation alimentaire, l'utilisation de l'aide alimentaire, les stratégies de survie, les coûts d'opportunité liés à la collecte des rations par les femmes, et les marchés alimentaires.
57. Le système COMPAS assure le suivi des produits alimentaires du PAM. Ce dernier entend renforcer sa capacité de suivi de la distribution du bois de chauffe, du savon, des moustiquaires, des ustensiles de cuisine et des bidons pour l'eau; le PAM, le HCR et d'autres organisations identifieront les carences et mesureront leur impact sur la nutrition des réfugiés.
58. Les enquêtes annuelles sur la nutrition et les mesures trimestrielles de la circonférence du bras, réalisées par les institutions à vocation sanitaire sous la supervision du HCR, fournissent au PAM des résultats permettant de mesurer la prévalence de la malnutrition aiguë et de l'anémie, et les taux bruts de mortalité.

59. Le PAM prévoit d'entreprendre des évaluations sur les résultats des partenaires et de réaliser des études techniques et des évaluations sur la problématique hommes-femmes²⁸, l'économie de l'alimentation des ménages, les activités VCA et les potagers à étages. Il a été demandé à l'OEDE de procéder à une évaluation en 2008. Au titre des autres COD, 51 000 dollars ont été inscrits au budget pour ces évaluations.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

Évaluation des risques

60. La réussite de l'intervention dépendra des ressources fournies au PAM, au HCR et aux partenaires durant la période d'exécution.
61. Pour soutenir les rapatriements, il est indispensable que l'opération de rapatriement volontaire engagée par le HCR dispose d'un financement suffisant et que la sécurité au Soudan s'améliore. Il faut aussi prendre en compte le risque d'une aggravation de l'insécurité en Somalie et d'un afflux constant de réfugiés.
62. Malgré les efforts déployés par le PAM et le Gouvernement, les routes d'accès aux camps continuent de se dégrader, notamment en raison des inondations de 2006, ce qui fait peser une menace sur la sécurité alimentaire des réfugiés.
63. Les conditions climatiques désastreuses alliant sécheresses et inondations n'ont pas cessé d'entraver l'exécution de l'intervention en faveur des réfugiés; le camp d'Ifo de Dadaab est situé dans une plaine alluviale. Les inondations annuelles et les mauvaises conditions sanitaires dans les camps peuvent entraîner des poussées de paludisme, de fièvre de la vallée du Rift, de rougeole, de choléra et de poliomyélite.
64. Certains facteurs culturels liés à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants tels que le faible succès de l'allaitement maternel et de mauvaises pratiques de sevrage continuent d'affecter la santé et la nutrition des mères et des enfants.
65. Il existe un risque de conflit entre les réfugiés et les communautés d'accueil trop souvent négligées aux alentours des camps.

Planification des interventions d'urgence

66. En décembre 2006, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, le PAM a mis à jour son plan d'intervention d'urgence en cas d'arrivée massive de réfugiés somaliens. Selon toute vraisemblance, l'afflux de réfugiés demeurera constant; il faudra donc probablement construire deux camps supplémentaires à Dadaab, ce qui nécessitera d'importantes ressources humaines et matérielles²⁸.
67. Une réserve d'urgence de 10 pour cent représentant 13 800 tonnes, dont 138 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique, est intégrée dans ce projet pour couvrir les besoins alimentaires en cas d'afflux soudain de demandeurs d'asile.

²⁸ La population actuelle des trois camps de Dadaab dépasse de loin les recommandations du projet Sphère qui fixent au maximum à 20 000 le nombre de réfugiés par camp.

MESURES DE SECURITE

68. Les camps de Kakuma et de Dadaab se situent dans des zones en phase III du plan de sécurité; une autorisation des Nations Unies est requise pour s'y rendre. Le HCR et le PAM continueront de veiller à l'application des points suivants:
- la police patrouille dans les camps et dans les bâtiments, et escorte le personnel humanitaire;
 - les camps sont bien éclairés, sans coupure d'électricité, et sont protégés par des clôtures; et
 - le personnel compétent des Nations Unies évalue régulièrement la situation en matière de sécurité²⁹.
69. Le PAM veillera à:
- assurer aux membres de son personnel une formation actualisée de sensibilisation aux problèmes de sécurité;
 - adhérer aux normes minimales de sécurité opérationnelle et aux normes minimales de sécurité des télécommunications des Nations Unies; et à
 - loger les membres de son personnel qui n'ont pas été recrutés localement dans les bâtiments des Nations Unies situés dans les camps.
70. Le PAM a prévu d'affecter au titre des coûts d'appui directs 80 000 dollars aux améliorations et à l'équipement supplémentaire requis par les normes minimales de sécurité opérationnelle.

RECOMMANDATION

71. Il est demandé au Conseil d'administration d'approuver l'IPSR 10258.2 en faveur de 307 000 réfugiés, dont 47 pour cent sont des femmes et des fillettes, et de 30 000 personnes appartenant aux communautés d'accueil, du 1er octobre 2007 au 30 septembre 2009; le coût des produits alimentaires s'élève à 50,7 millions de dollars; les coûts imputés au PAM se montent à 108,2 millions de dollars.

²⁹ Les évaluations ont été effectuées par le chef des services Sécurité et le Bureau des Nations Unies de Nairobi en décembre 2005 à Dadaab, et en octobre 2006 à Kakuma; l'agent de sécurité de la section kényane du PAM visite régulièrement les deux camps.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars)	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits*			
— Céréales	105 339	297	31 285 683
— Légumes secs	15 107	338	5 106 166
— Huile végétale	6 961	859	5 979 499
— Mélange maïs–soja	15 493	348	5 391 564
— Mélange maïs–soja additionné de sucre	3 686	423	1 559 178
— Lait entier en poudre	261	3 931	1 025 991
— Sucre	290	458	132 820
— Sel	1 225	80	98 000
- Biscuits à haute teneur énergétique	138	724	99 963
Total, produits	148 500		50 678 864
Transport extérieur			14 122 350
TIEM			23 300 179
Total, TTEM			23 300 179
Autres coûts opérationnels directs			2 258 245
Total, coûts opérationnels directs			90 359 638
B. Coûts d'appui directs¹			10 796 809
C. Coûts d'appui indirects (7 pour cent)²			7 080 951
COÛT TOTAL POUR LE PAM			108 237 398
* Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif, utilisé aux fins de l'établissement du budget et de l'approbation. Le contenu peut varier.			

¹ Chiffre indicatif à titre d'information. L'allocation annuelle des CAD est réexaminée chaque année.

² Le taux de recouvrement appliqué aux CAI peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	2 945 010
Administrateurs recrutés au plan national	1 258 000
Personnel des services généraux recrutés au plan national	2 280 000
Heures supplémentaires	14 400
Primes	392 000
Consultants internationaux	20 000
Consultants nationaux	12 000
Voyages officiels du personnel	302 013
Formation et perfectionnement du personnel	121 312
Total partiel	7 344 735
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	183 882
Charges (électricité, etc.)	7 200
Fournitures de bureau	69 780
Technologies de l'information et des communications	208 122
Assurances	71 820
Réparation et entretien du matériel	2 800
Entretien et frais d'exploitation des véhicules	87 840
Autres dépenses de bureau	180 560
Prestations aux organisations des Nations Unies	84 360
Total partiel	896 364
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	1 830 510
Véhicules	405 000
Équipement (télécommunications et informatique)	320 200
Total partiel	2 555 710
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	10 796 809

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
CAD	Coûts d'appui directs
CAI	Coûts d'appui indirects
CARE	<i>Cooperative for Assistance and Relief Everywhere</i>
CII	Compte d'intervention immédiate
CMEA	Approche commune de suivi et d'évaluation
COMPAS	Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits
GTZ	Office allemand de la coopération technique
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
ODK	Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale
OEDE	Bureau de l'évaluation
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PDF	Point de distribution finale
PIB	Produit intérieur brut
PLA	Point de livraison avancé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
Sida	syndrome d'immunodéficience acquise
TIEM	Transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	Transport terrestre, d'entreposage et de manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'actifs
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine